

## REGION WALLONNE - WALLONISCHE REGION - WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 96 - 1059

[C - 27302]

## 4 AVRIL 1996. — Décret organisant l'agrément et le subventionnement des services de santé mentale (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

## CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1er, de celle-ci.

**Art. 2.** Les services de santé mentale peuvent être agréés par le Gouvernement, s'ils satisfont aux conditions fixées par le présent décret ou en vertu de celui-ci.

**Art. 3.** Les services de santé mentale doivent exercer leurs activités dans la région de langue française et être créés à l'initiative d'une autorité publique, d'un établissement d'utilité publique, d'une association sans but lucratif ou d'une institution universitaire.

Pour l'application du présent décret, il faut entendre par "service de santé mentale" une structure ambulatoire qui, par une approche pluridisciplinaire et en collaboration avec d'autres services ou personnes concernés par la santé mentale, assure l'accueil, le diagnostic et le traitement psychiatrique, psychologique et psycho-social des personnes.

## CHAPITRE II. — Les missions

**Art. 4.** A titre principal, le service de santé mentale accueille, oriente et aide par des examens, des diagnostics, des conseils, des traitements et des accompagnements toute personne qui en fait la demande.

L'intervention du service de santé mentale fait l'objet, en son sein, d'une concertation pluridisciplinaire régulière, dont les modalités sont fixées par le Gouvernement.

**Art. 5.** A titre complémentaire, le service de santé mentale, seul ou en collaboration avec d'autres partenaires publics ou privés, organise des activités d'information, de recherche et de prévention qui ont notamment pour objet de promouvoir le dépistage précoce des problèmes de santé mentale et d'apporter l'aide adéquate.

**Art. 6.** Le service de santé mentale adopte une charte de la personne prise en charge, qui précise les grands principes éthiques qui le guident dans son projet thérapeutique.

**Art. 7.** Le service de santé mentale assure les liaisons entre les services concernés en vue de réaliser la prise en charge intégrée des personnes.

Le service de santé mentale respecte le refus éventuel de la personne de bénéficier de la totalité ou d'une partie de la prise en charge intégrée.

**Art. 8.** Le service de santé mentale suscite la concertation relative à la santé mentale et participe aux coordinations organisées par les pouvoirs publics et les services privés.

**Art. 9.** Le service de santé mentale fournit au Gouvernement les informations et les données anonymes à caractère épidémiologique permettant de définir les problèmes de santé mentale rencontrés, d'évaluer le nombre et la localisation des services de santé mentale nécessaires et de déterminer les types d'actions à mener.

Les informations et les données anonymes visées à l'alinéa 1er sont déterminées par le Gouvernement et peuvent être transmises par lui, en vue d'analyse et de recherche, à des organismes qu'il a agréés.

La transmission visée à l'alinéa 2 a lieu sous le couvert d'une convention précisant les données qui seront transmises, les objectifs poursuivis et les moyens utilisés pour garantir l'anonymat. Cette convention fait l'objet d'un avis préalable de la Commission de la protection de la vie privée.

**Art. 10.** Le service de santé mentale peut, à titre exceptionnel et moyennant un agrément mentionnant cette particularité, se spécialiser dans la prise en charge d'enfants et d'adolescents.

## CHAPITRE III. — La programmation

**Art. 11.** Le ressort territorial du service de santé mentale comprend au moins cinquante mille habitants et est fixé par le Gouvernement.

Le Gouvernement peut autoriser un service de santé mentale à desservir un secteur comprenant moins de cinquante mille habitants en fonction de circonstances locales particulières.

## CHAPITRE IV. — Les membres de l'équipe pluridisciplinaire

**Art. 12.** Le service de santé mentale comprend au moins une équipe pluridisciplinaire assurant les fonctions psychiatrique, psychologique, sociale et administrative.

L'équipe pluridisciplinaire peut assurer d'autres fonctions complémentaires pour répondre aux besoins des personnes prises en charge.

Le Gouvernement précise la liste des diplômes et des qualifications spécifiques ainsi que des obligations en matière de perfectionnement nécessaires à l'accomplissement des fonctions visées aux alinéas 1er et 2.

La direction thérapeutique de l'équipe pluridisciplinaire est confiée à un médecin spécialiste en neuropsychiatrie ou en psychiatrie ou, dans le cas d'une spécialisation du service de santé mentale dans la prise en charge d'enfants, en pédopsychiatrie.

La direction veille à l'évaluation de l'activité du service.

(1) Session ordinaire 1995-1996.

Documents du Conseil 91 (1995-1996) n<sup>os</sup> 1 à 15.

Compte rendu intégral. Séance publique du 27 mars 1996. — Discussion. Vote.

**Art. 13.** Le pouvoir organisateur du service de santé mentale engage les membres du personnel et conclut les conventions avec les prestataires de soins indépendants.

Le pouvoir organisateur du service de santé mentale détermine la durée des prestations des membres de l'équipe pluridisciplinaire.

La fonction psychiatrique de l'équipe pluridisciplinaire doit correspondre au moins à des prestations équivalentes à deux cinquièmes d'un emploi à temps plein.

Les fonctions psychologique, sociale et administrative de l'équipe pluridisciplinaire doivent correspondre au moins à des prestations équivalentes à deux emplois à temps plein.

Les prestations exercées pour assurer les fonctions psychologique et sociale doivent être prépondérantes.

Le Gouvernement peut accorder des dérogations aux minima prévus aux alinéas 3 et 4.

Pour l'application du présent décret, une fonction à temps plein correspond à des prestations d'une durée hebdomadaire identique à celle fixée pour le personnel des services du Gouvernement.

**Art. 14.** Le prestataire de soins indépendant perçoit des honoraires, fixés en respectant l'article 23, pour autant que soit conclue, aux conditions fixées par le Gouvernement, une convention portant sur sa participation aux réunions de l'équipe, sa collaboration à certaines missions et son intervention financière dans les frais du service.

#### CHAPITRE V. — *Le fonctionnement*

**Art. 15.** Le service de santé mentale est assisté par un conseil composé de :

1° trois représentants du pouvoir organisateur;

2° trois représentants de l'équipe pluridisciplinaire, à savoir un médecin, un psychologue et un travailleur social.

Le conseil se réunit au moins une fois par trimestre, sous la présidence d'un des représentants du pouvoir organisateur, qui a voix prépondérante en cas d'égalité des voix.

Le secrétariat du conseil est assuré par la personne qui assure la fonction administrative dans l'équipe.

**Art. 16.** Le conseil organise la concertation entre le pouvoir organisateur et l'équipe pluridisciplinaire du service de santé mentale sur l'orientation générale des activités découlant des missions définies aux articles 4 à 10.

La concertation porte sur les objectifs, l'organisation, le fonctionnement du service de santé mentale, la formation de l'équipe pluridisciplinaire ainsi que sur la coordination et la collaboration avec d'autres instances.

Le conseil donne un avis au pouvoir organisateur sur :

1° le règlement d'ordre intérieur;

2° la désignation des médecins;

3° la désignation du responsable de la gestion journalière;

4° la durée des prestations des membres de l'équipe pluridisciplinaire;

5° les besoins en locaux et en membres de l'équipe pluridisciplinaire;

6° l'engagement des membres du personnel et la conclusion des conventions avec les prestataires de soins indépendants;

7° la demande d'agrément;

8° les conventions liées aux missions du service de santé mentale;

9° le budget;

10° le compte d'exploitation;

11° l'affectation des honoraires du personnel non médical subsidié;

12° le rapport annuel d'activité.

Les décisions du pouvoir organisateur qui s'écartent de ces avis sont motivées.

**Art. 17.** La gestion journalière du service de santé mentale est confiée à un membre de l'équipe pluridisciplinaire, désigné par le pouvoir organisateur. Le responsable de la gestion journalière travaille en concertation avec les membres de l'équipe pluridisciplinaire.

Le responsable de la gestion journalière veille notamment à l'application du règlement de travail, au respect des diverses réglementations en vigueur, à l'organisation du travail d'équipe, à la coordination avec les services sociaux et sanitaires ainsi qu'avec la plate-forme de concertation psychiatrique, aux relations avec les pouvoirs subsidiaires.

**Art. 18.** Les membres de l'équipe pluridisciplinaire ainsi que toute personne ayant accès aux dossiers individuels sont tenus au secret professionnel.

Le médecin désigné par la personne prise en charge sera, si celle-ci le permet, associé au traitement. Après concertation avec la personne prise en charge et sauf son avis contraire, le médecin du service de santé mentale informe ce médecin des propositions résultant de l'évaluation pluridisciplinaire.

**Art. 19.** Pour chaque personne prise en charge, il est constitué un dossier individuel numéroté où sont inscrits tous les renseignements utiles au diagnostic, au traitement et à son suivi.

Sans préjudice d'autres dispositions légales, les dossiers individuels sont conservés au moins dix ans après leur clôture, sous la responsabilité du médecin qui assure la direction thérapeutique de l'équipe pluridisciplinaire, tel que précisé à l'article 2, alinéa 4.

**Art. 20.** Le Gouvernement fixe les normes minimales relatives aux heures d'ouverture, aux locaux et à l'infrastructure.

Le service de santé mentale ne peut faire partie intégrante d'une structure résidentielle.

Le service de santé mentale peut utiliser des locaux en commun avec d'autres services sanitaires ou sociaux exerçant une activité compatible avec sa mission, pour autant que l'équipe pluridisciplinaire du service de santé mentale dispose de locaux garantissant son fonctionnement.

Plusieurs équipes pluridisciplinaires peuvent fonctionner dans un même siège, pour autant que la disposition des locaux le permette. Une équipe pluridisciplinaire peut également fonctionner dans plusieurs sièges.

**Art. 21.** La personne prise en charge a, dans tous les cas, le libre choix du service de santé mentale.

En toute circonstance, les convictions idéologiques, philosophiques et religieuses de la personne prise en charge doivent être respectées.

**Art. 22.** Le service de santé mentale doit recevoir toute personne, d'où qu'elle vienne, à charge éventuellement de l'orienter, si la personne l'accepte, vers un service de santé mentale mieux adapté à ses besoins.

**Art. 23.** Le service de santé mentale réclame aux personnes prises en charge, à leurs représentants légaux ou directement aux organismes intéressés, les honoraires ou interventions financières leur incombant en vertu des lois ou règlements.

Toutefois, des consultations gratuites peuvent être données dans les cas où la personne ne dispose pas des ressources financières suffisantes.

Pour les prestations prévues par la loi du 9 août 1963 coordonnée par l'arrêté royal du 14 juillet 1994 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, l'intervention financière de l'assurance est réclamée, soit sur base du paiement par prestation selon la nomenclature des soins de santé, soit sur base du forfait prévu à l'article 52 de l'arrêté royal du 14 juillet 1994 portant coordination de ladite loi. Quand l'intervention financière de l'assurance est réclamée sur base du paiement par prestation selon la nomenclature des soins de santé, aucune intervention personnelle n'est exigée des personnes prises en charge assurées ou de leurs représentants légaux en dehors de celles prévues à l'article 37 de ladite loi.

Si l'intervention financière de l'assurance fait défaut, l'intervention personnelle de la personne prise en charge est fixée sur base du paiement par prestation selon la nomenclature des soins de santé.

Une contribution financière peut être demandée aux personnes prises en charge, sous la forme du paiement d'une somme forfaitaire ne pouvant excéder 1 000 francs à l'ouverture du dossier. Cette contribution peut être réduite ou supprimée pour la personne qui ne dispose pas des ressources financières suffisantes.

De plus, le service de santé mentale peut réclamer, pour les prestations du personnel non médical, une intervention financière en respectant un tarif maximum et des modalités fixés par le Gouvernement.

Les tarifs, honoraires et contributions financières sont affichés dans les salles d'attente du service de santé mentale et énoncés dans les documents d'information qu'il publie.

#### CHAPITRE VI. — *La procédure d'agrément*

**Art. 24.** La demande d'agrément est introduite auprès du Gouvernement par le pouvoir organisateur du service de santé mentale.

Le Gouvernement fixe la composition du dossier de demande d'agrément. Ce dossier comporte en tout cas :

- 1° la description des tâches assumées par le service de santé mentale;
- 2° le nombre d'équipes pluridisciplinaires, la composition de l'équipe pluridisciplinaire, le volume des prestations et la qualification de ses membres;
- 3° les statuts du pouvoir organisateur;
- 4° le plan des locaux;
- 5° l'indication du secteur à desservir;
- 6° les renseignements relatifs à la population desservie;
- 7° les conventions liées aux missions du service de santé mentale.

**Art. 25.** L'agrément est accordé par le Gouvernement, pour un terme de six ans maximum. Cet agrément est renouvelable à la demande du pouvoir organisateur du service de santé mentale.

Lorsque l'agrément est accordé pour une période inférieure à six ans, le Gouvernement devra motiver sa décision.

L'agrément peut être retiré pour cause d'inobservation des dispositions du présent décret ou des dispositions fixées en vertu du présent décret.

Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi, de renouvellement et de retrait de l'agrément.

#### CHAPITRE VII. — *Les subventions*

**Art. 26.** Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement alloue aux pouvoirs organisateurs des services de santé mentale agréés des subventions couvrant, selon les dispositions indiquées aux articles 27, 28 et 29 :

- 1° les dépenses de personnel;
- 2° les frais de fonctionnement;
- 3° les frais de première installation.

Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il fixe, allouer aux pouvoirs organisateurs des services de santé mentale agréés des subventions en vue de favoriser des initiatives visant à rencontrer un problème de santé mentale spécifique.

Les initiatives visées à l'alinéa 2 peuvent faire l'objet d'autres subventions pour autant que les dépenses subventionnées par le Gouvernement ne fassent à aucun moment l'objet d'un double subventionnement ou remboursement.

**Art. 27.** Les dépenses de personnel ne sont prises en considération que dans la mesure où elles n'excèdent pas les échelles barémiques arrêtées par le Gouvernement et le nombre d'heures de prestations subventionnées fixées par l'arrêté d'agrément.

La prise en compte de l'ancienneté pécuniaire est calculée conformément aux dispositions arrêtées par le Gouvernement.

Les charges salariales des médecins sont prises en compte à concurrence de 75 % des charges salariales des médecins subsidiés.

Les honoraires éventuels du personnel non médical subsidié doivent être utilisés à des fins de formation, de documentation ou des frais non couverts par les subsides après avis du conseil.

Une subvention annuelle de 125 000 francs par service de santé mentale est accordée pour la prise en charge des dépenses de personnel complémentaires liées à la gestion journalière visée à l'article 17.

L'arrêté d'agrément de chaque service de santé mentale fixe le nombre d'heures de prestations subventionnées pour les fonctions psychiatrique, psychologique, sociale, administrative et complémentaires.

**Art. 28.** Les frais de fonctionnement sont pris en considération dans la mesure où ils n'excèdent pas, par an et par service, un montant de 600 000 francs.

Lorsque le service de santé mentale compte plusieurs sièges, le Gouvernement peut, dans les limites des crédits budgétaires, octroyer la subvention visée à l'alinéa 1er pour un ou plusieurs sièges supplémentaires en tenant compte de :

- 1° la densité de la population;
- 2° la répartition géographique des sièges;
- 3° le nombre et la composition des équipes;
- 4° la spécificité des missions du service.

**Art. 29.** Des subventions non renouvelables de première installation peuvent être allouées pour la création, l'aménagement ou l'équipement d'un service de santé mentale qui obtient pour la première fois un agrément en cette qualité.

Ces subventions ne peuvent dépasser le montant de 300 000 francs.

Le Gouvernement détermine les modalités d'octroi de ces subventions.

**Art. 30.** Les frais de personnel font l'objet d'avances trimestrielles qui sont fournies à chaque service de santé mentale agréé sur base du nombre d'heures de prestations qui sont subventionnées.

Les frais de fonctionnement font l'objet de quatre avances trimestrielles égales au quart du plafond fixé à l'article 28.

Les avances trimestrielles sont liquidées au plus tard le 15 février pour le premier trimestre de l'année civile, le 15 mai pour le second trimestre, le 15 août pour le troisième trimestre, le 15 novembre pour le quatrième trimestre.

La subvention est liquidée annuellement sur base d'un calcul définitif qui tient compte des avances trimestrielles déjà versées.

Le service de santé mentale agréé qui n'a pas transmis au Gouvernement les données comptables de l'exercice précédent pour le 30 avril au plus tard, ne bénéficie plus d'avances pour l'année en cours aussi longtemps que les données n'ont pas été transmises.

#### CHAPITRE VIII. — Le contrôle

**Art. 31.** Le contrôle administratif, financier et qualitatif des services de santé mentale agréés, est exercé par les fonctionnaires désignés à cet effet. Ils ont libre accès aux locaux du service et ont le droit de consulter sur place les pièces et documents qu'ils jugent nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Le service de santé mentale agréé qui fait valoir ses droits aux subventions doit tenir une comptabilité qui fait apparaître, par exercice budgétaire, les résultats financiers de la gestion du service de santé mentale, transmettre les données relatives aux charges salariales au Gouvernement et soumettre, à l'approbation du Gouvernement, toute modification survenue, préalablement ou dans le mois de son application, dans la composition du personnel subsidié.

En cas de non-respect des dispositions du présent décret et de celles prises en exécution de ce décret, les subventions peuvent, après avis du Conseil régional des services de santé mentale, être réduites ou suspendues selon les modalités arrêtées par le Gouvernement.

**Art. 32.** Le service de santé mentale agréé établit un rapport annuel d'activités dont le modèle est fixé par le Gouvernement et qui permet de vérifier s'il respecte les dispositions du présent décret et celles prises en exécution de ce décret. Ce rapport sera transmis pour le 30 avril de l'année suivante au plus tard.

#### CHAPITRE IX. — Le Conseil régional des services de santé mentale

**Art. 33.** Il est institué un Conseil régional des services de santé mentale dénommé ci-après "le Conseil" et composé de :

- 1° un président désigné en fonction de sa compétence en matière de santé mentale;
- 2° quatre représentants des pouvoirs organisateurs des services de santé mentale;
- 3° trois représentants des plates-formes de concertation psychiatriques;
- 4° deux représentants des médecins psychiatriques des services de santé mentale;
- 5° deux représentants de services hospitaliers psychiatriques;
- 6° deux représentants des membres du personnel du secteur;
- 7° un représentant des médecins généralistes;
- 8° un représentant des pouvoirs locaux;
- 9° deux représentants du monde associatif.

Les membres du Conseil sont désignés par le Gouvernement sur une liste double de candidats proposés par chaque milieu représenté.

La durée de leur mandat est de six ans.

Le Ministre qui a la santé mentale dans ses attributions désigne, parmi les membres, deux vice-présidents ainsi que, parmi les membres du personnel des services du Gouvernement, un secrétaire et un secrétaire adjoint.

Deux représentants du Gouvernement assistent de plein droit avec voix consultative aux réunions du Conseil.

**Art. 34.** Le Gouvernement fixe les règles de fonctionnement du Conseil et les jetons de présence et indemnités accordés à ses membres.

Le Conseil établit son règlement d'ordre intérieur qui est approuvé par le Gouvernement.

**Art. 35.** A la demande du Gouvernement ou d'initiative, le Conseil émet un avis sur :

- 1° la programmation des services de santé mentale,
- 2° les demandes d'agrément et de renouvellement d'agrément des services de santé mentale et les propositions de retrait de cet agrément,
- 3° les dérogations aux minima prévus aux alinéas 3 et 4 de l'article 13;
- 4° les propositions de réduction ou de suspension des subventions attribuées à un service de santé mentale;
- 5° les programmes d'études et d'évaluation des services de santé mentale qui doivent permettre d'orienter le développement de nouvelles activités et de donner les avis sur la programmation des services de santé mentale;

6° les projets pilotes ou novateurs que le Gouvernement subventionne sur base de l'article 26, alinéa 2;

7° les activités déterminées par le Gouvernement en matière d'information et de prévention;

8° l'application du présent décret.

Lorsque le Gouvernement sollicite l'avis du Conseil régional des services de santé mentale, celui-ci est tenu d'émettre son avis dans les deux mois suivant la demande, sauf si le Gouvernement a fixé un autre délai.

Passé ce délai, cette formalité est censée avoir été accomplie.

#### CHAPITRE X. — Dispositions finales et transitoires

**Art. 36.** L'arrêté royal du 20 mars 1975 relatif à l'agrégation des services de santé mentale et à l'octroi de subventions en leur faveur, modifié par les arrêtés royaux du 18 décembre 1978 et du 27 février 1980 et par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française du 9 juin 1989 et du 23 mai 1991, est abrogé.

**Art. 37.** Le service de santé mentale agréé à la date d'entrée en vigueur du présent décret, en vertu de l'arrêté royal du 20 mars 1975, introduit une nouvelle demande d'agrément dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent décret. A défaut, il n'est plus agréé au terme de la période de six mois précitée.

Dans l'attente d'une nouvelle décision, le service de santé mentale visé à l'alinéa 1er dispose d'un agrément provisoire.

**Art. 38.** Le Gouvernement peut majorer les montants fixés aux articles 23, 27, 28 et 29.

**Art. 39.** Le présent décret entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 4 avril 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,  
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,  
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 96 - 1059

[C - 27302]

#### 4 APRIL 1996. — Decreet betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

##### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

**Art. 2.** De diensten voor geestelijke gezondheidszorg kunnen door de Regering erkend worden als ze voldoen aan de bij of krachtens dit decreet vastgestelde bepalingen.

**Art. 3.** De diensten voor geestelijke gezondheidszorg moeten hun activiteiten op het grondgebied van het Franse taalgebied uitoefenen en opgericht worden op initiatief van een openbaar gezag, een instelling van openbaar nut, een vereniging zonder winstoogmerk of een universitaire instelling.

Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder "dienst voor geestelijke gezondheidszorg" een ambulante structuur die, d.m.v. een multidisciplinaire werkwijze en in samenwerking met andere diensten of personen die bij de gezondheidszorg betrokken zijn, voor het onthaal, de diagnose en de psychiatrische, psychologische en psycho-sociale behandeling van personen zorgt.

(1) Gewone zitting 1995-1996.

Stukken van de Raad '91 (1995-1996) nrs. 1 tot 15.

Volledig verslag. Openbare vergadering van 27 maart 1996. — Bespreking. Stemming.

HOOFDSTUK II. — *Oprichting*

**Art. 4.** De dienst voor geestelijke gezondheidszorg zorgt hoofdzakelijk, d.m.v. onderzoeken, diagnoses, raadgevingen, behandelingen en begeleidingen, voor het onthaal, de oriëntatie en de hulp aan iedere persoon die er om vraagt.

Elke tussenkomst van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg is het voorwerp van een regelmatige multidisciplinaire raadpleging waarvan de modaliteiten door de Regering worden bepaald.

**Art. 5.** Aanvullenderwijs organiseert de dienst voor geestelijke gezondheidszorg, alleen of in samenwerking met andere openbare of privé-partners, activiteiten i.v.m. informatie, onderzoek en preventie, die met name het vroegtijdige opsporen van geestelijke aandoeningen en het verlenen van de geschikte hulp tot doel hebben.

**Art. 6.** De dienst voor geestelijke gezondheidszorg neemt een handvest van de ten laste genomen persoon aan tot bepaling van de grote ethische principes die hem in zijn therapeutisch project moeten leiden.

**Art. 7.** De dienst voor geestelijke gezondheidszorg zorgt voor de coördinatie tussen de betrokken diensten met het oog op het geïntegreerde terlastenemen van de personen.

De dienst voor geestelijke gezondheidszorg respecteert het feit dat een persoon eventueel geheel of gedeeltelijk afziet van het geïntegreerde terlastenemen.

**Art. 8.** De dienst voor geestelijke gezondheidszorg zet aan tot overleg inzake geestelijke gezondheid en helpt de overheid en de privé-diensten in hun coördinatie taken.

**Art. 9.** De dienst voor geestelijke gezondheidszorg verstrekt de Regering naamloze informatie of gegevens van epidemiologische aard, waarbij het volgende kan worden bepaald :

- de geestelijke aandoeningen;
- het vereiste aantal diensten voor geestelijke gezondheidszorg en hun lokalisatie;
- het soort te voeren acties.

De Regering beslist over de naamloze informatie en gegevens waarvan sprake hierboven en kan ze voor analyse en onderzoek aan door haar erkende instellingen sturen.

De informatie en de gegevens worden toegestuurd op grond van een overeenkomst waarbij het volgende wordt bepaald :

- de te verstrekken gegevens;
- de nagestreefde doeleinden;
- de getroffen maatregelen om het anonimaat te waarborgen. Deze overeenkomst is onderworpen aan het voorafgaande advies van de Commissie voor de bescherming van het privé-leven.

**Art. 10.** De dienst voor geestelijke gezondheidszorg mag zich uitzonderlijksterwijs in het opnemen van kinderen en adolescenten specialiseren als hij over de vereiste erkenning beschikt.

HOOFDSTUK III. — *Programmering*

**Art. 11.** De sector van een dienst voor geestelijke gezondheidszorg telt minstens vijftigduizend inwoners en wordt door de Regering bepaald.

De Regering kan een dienst voor geestelijke gezondheidszorg zijn activiteiten in een dunner bevolkte sector laten uitoefenen omwille van bijzondere plaatselijke omstandigheden.

HOOFDSTUK IV. — *Leden van de multidisciplinaire ploeg*

**Art. 12.** De dienst voor geestelijke gezondheidszorg telt minstens een multidisciplinaire ploeg die de psychiatrische, psychologische, sociale en administratieve functies waarneemt.

De multidisciplinaire ploeg kan aanvullende functies waarnemen om in de behoeften van de ten laste genomen personen te voorzien.

De Regering bepaalt de lijst van de specifieke diploma's en kwalificaties alsook de verplichte bijscholing i.v.m. de in de eerste en tweede leden bedoelde functies.

De therapeutische directie van de multidisciplinaire ploeg wordt toevertrouwd aan een geneesheer die gespecialiseerd is in de neuropsychiatrie of in de psychiatrie, of in de kinderpsychiatrie, als de dienst voor geestelijke gezondheidszorg gespecialiseerd is in het opnemen van kinderen.

De directie evalueert de activiteiten van de dienst.

**Art. 13.** De inrichtende macht van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg neemt de personeelsleden in dienst en sluit overeenkomsten met zelfstandige medische hulpverleners.

De inrichtende macht van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg bepaalt de duur van de verstrekkingen van de leden van de multidisciplinaire ploeg.

De verstrekkingen i.v.m. de psychiatrische functie moeten minstens gelijk zijn aan twee vijfden van een volledige baan.

De verstrekkingen i.v.m. de psychologische, sociale en administratieve functies moeten minstens gelijk zijn aan twee volledige banen.

De verstrekkingen i.v.m. de psychologische en sociale functies moeten overwegend zijn.

De Regering kan afwijkingen van de in de derde en vierde leden bedoelde minima toestaan.

Voor de toepassing van dit decreet komt een voltijdse functie overeen met wekelijkse verstrekkingen waarvan de duur gelijk is aan de duur die voor het personeel van de diensten van de Regering geldt.

**Art. 14.** De zelfstandige medische hulpverlener ontvangt honoraria die overeenkomstig artikel 23 worden vastgesteld, voor zover onder de door de Regering gestelde voorwaarden een overeenkomst wordt gesloten over zijn deelneming aan de vergaderingen van de ploeg, zijn medewerking aan sommige opdrachten en zijn financiële bijdrage in de kosten van de dienst.

HOOFDSTUK V. — *Werking*

**Art. 15.** De dienst voor geestelijke gezondheidszorg wordt bijgestaan door een raad bestaande uit :

- 1° drie vertegenwoordigers van de inrichtende macht;
- 2° drie vertegenwoordigers van de multidisciplinaire ploeg, zijnde een geneesheer, een psycholoog en een maatschappelijk werker.

De raad vergadert minstens één keer per trimester, onder het voorzitterschap van één van de vertegenwoordigers van de inrichtende macht, die bij staking van stemmen beslissende stem heeft.

Het secretariaat van de raad wordt waargenomen door de persoon die binnen de ploeg de administratieve taken vervult.

**Art. 16.** De raad zorgt ervoor dat de inrichtende macht en de multidisciplinaire ploeg van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg overleg plegen over de algemene oriëntatie van de activiteiten i.v.m. de in de artikelen 4 tot 10 bepaalde opdrachten. Het overleg betreft de doeleinden, de organisatie, de werking van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg, de samenstelling van de multidisciplinaire ploeg alsook de coördinatie en de samenwerking met andere instanties.

De raad geeft de inrichtende macht advies over :

- 1° het huishoudelijk reglement;
- 2° de aanwijzing van de geneesheren;
- 3° de aanwijzing van de verantwoordelijke voor het dagelijkse beheer;
- 4° de duur van de verstrekkingen van de leden van de multidisciplinaire ploeg;
- 5° de behoeften van de multidisciplinaire ploeg aan lokalen en leden;
- 6° de werving van personeelsleden en het sluiten van overeenkomsten met zelfstandige medische hulpverleners;
- 7° de aanvraag om erkenning;
- 8° de overeenkomsten i.v.m. de opdrachten van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg;
- 9° de begroting;
- 10° de exploitatierekening;
- 11° de bestemming van de honoraria van het gesubsidieerde niet-medische personeel;
- 12° het jaarlijkse activiteitenverslag.

De beslissingen van de inrichtende macht die van deze adviezen afwijken, moeten met redenen omkleed zijn.

**Art. 17.** Het dagelijkse beheer van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg wordt toevertrouwd aan een door de inrichtende macht benoemd lid van de multidisciplinaire ploeg. De vertegenwoordiger van het dagelijkse beheer werkt in samenspraak met de leden van de multidisciplinaire ploeg.

Hij ziet met name toe op de toepassing van het werkreglement, op de naleving van de verschillende reglementeringen die van toepassing zijn, op de organisatie van het teamwerk, op de coördinatie met de sociale en sanitaire diensten alsook met het psychiatrische beginselprogramma van overleg, en op de betrekkingen met de subsidiërende overheid.

**Art. 18.** De leden van de multidisciplinaire ploeg zijn gehouden aan het beroepsgeheim, net zoals iedere persoon die de individuele dossiers mag inzien.

De door de ten laste genomen persoon aangewezen geneesheer wordt bij de behandeling betrokken als deze persoon het wenst. Na overleg met de ten laste genomen persoon en behoudens tegenbericht stelt de geneesheer van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg de bovengenoemde geneesheer in kennis van de voorstellen die uit de multidisciplinaire evaluatie voortvloeien.

**Art. 19.** Voor elke ten laste genomen persoon wordt een genummerd individueel dossier aangelegd met alle nuttige inlichtingen voor de diagnose, de behandeling en de follow-up.

Onverminderd andere wetsbepalingen worden de individuele dossiers minstens tien jaar na afsluiting ervan bewaard, onder de verantwoordelijkheid van de geneesheer belast met de therapeutische leiding van de multidisciplinaire ploeg, zoals bepaald in artikel 12, vierde lid.

**Art. 20.** De Regering stelt de minimale normen vast m.b.t. de openingstijden, de lokalen en de infrastructuur.

De dienst voor geestelijke gezondheidszorg mag niet noodzakelijk deel uitmaken van een residentiële structuur.

De dienst voor geestelijke gezondheidszorg kan lokalen gezamenlijk gebruiken met andere sanitaire of sociale diensten waarvan de activiteiten verenigbaar zijn met zijn opdracht, voor zover de multidisciplinaire ploeg van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg over lokalen beschikt die zijn goede werking waarborgen.

Verscheidene multidisciplinaire ploegen mogen zich in hetzelfde gebouw vestigen, voor zover de schikking van de lokalen zulks toelaat. Een multidisciplinaire ploeg kan ook in verschillende gebouwen gevestigd zijn.

**Art. 21.** De ten laste genomen persoon blijft uiteraard vrij in zijn keus van een dienst voor geestelijke gezondheidszorg.

Zijn ideologische, filosofische en religieuze opvattingen worden in ieder geval gerespecteerd.

**Art. 22.** Een dienst voor geestelijke gezondheidszorg moet elke persoon ontvangen, wat zijn oorsprong ook moge zijn, en hem eventueel een andere dienst aanwijzen die beter in zijn behoeften kan voorzien.

**Art. 23.** De dienst voor geestelijke gezondheidszorg vordert van de ten laste genomen personen, van hun wettelijke vertegenwoordigers of rechtstreeks van de betrokken instellingen, honoraria of financiële bijdragen die hen bij wet of verordening worden opgelegd. Maar personen met onvoldoende financiële middelen kunnen aanspraak maken op kosteloze consultaties.

Voor de verstrekkingen bedoeld in de wet van 9 augustus 1963, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 14 juli 1994 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, wordt de financiële bijdrage van de verzekering gevorderd hetzij op basis van de betaling per verstrekking volgens de nomenclatuur van de geneeskundige verzorging, hetzij op basis van het forfaitaire bedrag bedoeld in artikel 52 van het koninklijk besluit van 14 juli 1994 houdende coördinatie van de bovenvermelde wet. Wanneer de financiële bijdrage van de verzekering op basis van de betaling per verstrekking volgens de nomenclatuur

van de geneeskundige verzorging wordt gevorderd, wordt geen persoonlijke bijdrage geëist van de verzekerde ten laste genomen personen of van hun wettelijke vertegenwoordigers, behalve die bedoeld in artikel 37 van bovenvermelde wet.

Bij gebrek aan de financiële bijdrage van de verzekering, wordt de persoonlijke bijdrage van de ten laste genomen persoon vastgesteld op basis van de betaling per verstrekking volgens de nomenclatuur van de geneeskundige verzorging.

Aan de ten laste genomen personen kan een financiële bijdrage worden gevraagd, gelijk aan een forfaitaire geldsom die, bij het aanleggen van het dossier, niet meer dan 1 000 frank mag bedragen. Deze bijdrage kan verminderd of afgeschaft worden voor personen met onvoldoende financiële middelen.

Bovendien kan de dienst voor geestelijke gezondheidszorg een financiële bijdrage eisen voor verstrekkingen van het niet-medische personeel, met inachtneming van een maximumtarief en de modaliteiten die de Regering bepaalt.

De tarieven, honoraria en financiële bijdragen worden in de wachtkamers van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg aangeplakt en vermeld in de informatiebladen die hij publiceert.

#### HOOFDSTUK VI. — *Erkenningsprocedure*

**Art. 24.** De aanvraag om erkenning wordt door de inrichtende macht van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg bij de Regering ingediend.

De Regering beslist over het aanleggen van het dossier van erkenningsaanvraag. Het dossier bevat hoe dan ook :

1° de omschrijving van de taken die door de dienst voor geestelijke gezondheidszorg vervuld worden;

2° het aantal multidisciplinaire ploegen en de samenstelling ervan, de omvang van de verstrekkingen en de kwalificatie van de leden;

3° de statuten van de inrichtende macht;

4° het plan van de lokalen;

5° de aanduiding van de te bedienen sector;

6° de inlichtingen over de betrokken bevolking;

7° de overeenkomsten i.v.m. de opdrachten van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg.

**Art. 25.** De Regering verleent de erkenning voor maximum zes jaar. De erkenning is vernieuwbaar op verzoek van de inrichtende macht van de dienst voor geestelijke gezondheidszorg. Als de erkenning voor minder dan zes jaar wordt verleend, moet de Regering haar beslissing met redenen omkleeden.

De erkenning kan ingetrokken worden wegens niet-naleving van de bepalingen van dit decreet of van de krachtens dit decreet vastgestelde bepalingen.

De Regering stelt de procedures vast voor de toekenning, de vernieuwing en de intrekking van de erkenning.

#### HOOFDSTUK VII. — *Toelagen*

**Art. 26.** Binnen de perken van de begrotingskredieten verleent de Regering de inrichtende macht van de erkende diensten voor geestelijke gezondheidszorg toelagen tot dekking, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 27 tot 29, van :

1° de personeelsuitgaven;

2° de werkingskosten;

3° de installatiekosten.

Binnen de perken van de begrotingskredieten en onder de door haar gestelde voorwaarden, kan de Regering de inrichtende macht van de erkende diensten voor geestelijke gezondheidszorg toelagen verlenen om initiatieven te steunen m.b.t. de behandeling van een specifieke geestelijke aandoening.

De in het tweede lid bedoelde initiatieven kunnen in aanmerking komen voor andere toelagen, voor zover de door de Regering gesubsidieerde uitgaven in geen geval het voorwerp uitmaken van een dubbele subsidiëring of terugbetaling.

**Art. 27.** De personeelsuitgaven worden slechts in aanmerking genomen voor zover ze noch de door de Regering vastgestelde salarisschalen, noch het aantal bij het erkenningsbesluit vastgestelde gesubsidieerde verstrekkingen overschrijden.

De geldelijke anciënniteit wordt berekend overeenkomstig de door de Regering vastgestelde bepalingen.

De loonkosten van de geneesheren komen in aanmerking ten belope van 75 % van de loonkosten van de gesubsidieerde geneesheren.

Eventuele honoraria van het gesubsidieerde niet-medische personeel moeten, na advies van de raad, dienen voor vorming, documentatie of voor kosten die niet gedekt zijn door toelagen.

Elke dienst voor geestelijke gezondheidszorg ontvangt een jaarlijkse toelage van 125 000 frank voor het overnemen van de aanvullende personeelsuitgaven gebonden aan het dagelijkse beheer waarvan sprake in artikel 17.

Voor iedere dienst voor geestelijke gezondheidszorg stelt een erkenningsbesluit het aantal gesubsidieerde verstrekkingen vast m.b.t. de psychiatrische, psychologische, sociale, administratieve en aanvullende functies.

**Art. 28.** De werkingskosten worden in aanmerking genomen voor zover ze niet meer bedragen dan 600 000 frank per jaar en per dienst.

Als de dienst voor geestelijke gezondheidszorg verschillende zetels telt, kan de Regering, binnen de perken van de begrotingskredieten, de in het eerste lid bedoelde toelage verlenen voor één of verschillende aanvullende zetels, rekening houdende met :

1° de bevolkingsdichtheid,

2° de geografische verspreiding van de zetels,

3° het aantal ploegen en hun samenstelling,

4° de specifieke opdrachten van de dienst.

**Art. 29.** Niet vernieuwbare toelagen voor installatiekosten kunnen verleend worden voor de oprichting, de uitrusting of de uitrusting van een dienst voor geestelijke gezondheidszorg die voor het eerst als dusdanig erkend wordt.

Het bedrag van die toelagen mag niet hoger zijn dan 300 000 frank.

De Regering bepaalt de wijze waarop de toelagen verleend worden.



**Art. 30.** De personeelskosten zijn het voorwerp van driemaandelijke voorschotten die aan elke erkende dienst voor geestelijke gezondheidszorg worden toegekend op basis van het aantal gesubsidieerde verstrekkingen.

De werkingskosten zijn het voorwerp van vier driemaandelijke voorschotten die gelijk zijn aan een kwart van het in artikel 28 vastgestelde plafond.

De driemaandelijke voorschotten worden betaald uiterlijk 15 februari voor het eerste kwartaal van het kalenderjaar, 15 mei voor het tweede kwartaal, 15 augustus voor het derde kwartaal, 15 november voor het vierde kwartaal.

De toelage wordt jaarlijks betaald op basis van een definitieve berekening waarvan de reeds gestorte driemaandelijke voorschotten worden afgetrokken.

De erkende dienst voor geestelijke gezondheidszorg die de Regering de boekhoudkundige gegevens van het voorafgaande boekjaar niet uiterlijk 30 april heeft bezorgd, krijgt voor het lopende jaar geen voorschotten zolang de gegevens niet zijn toegestuurd.

#### HOOFDSTUK VIII. — Controle

**Art. 31.** De administratieve, financiële en kwalitatieve controle op de erkende diensten voor geestelijke gezondheidszorg wordt door de daartoe aangewezen ambtenaren uitgeoefend. Ze hebben vrije toegang tot de lokalen van de diensten en hebben het recht om ter plaatse de stukken en documenten te raadplegen die ze nuttig achten om hun opdracht te vervullen.

De erkende dienst voor geestelijke gezondheidszorg die zijn rechten op toelagen doet gelden, moet een boekhouding voeren waarin de financiële resultaten van het beheer van de dienst per begrotingsjaar vermeld staan. Hij moet de Regering de gegevens over de loonkosten verstrekken en haar elke wijziging ter goedkeuring voorleggen die de samenstelling van het gesubsidieerde personeel voor of in de maand van de toepassing ervan heeft ondergaan.

In geval van niet-naleving van de bepalingen van dit decreet en van de in uitvoering van dit decreet genomen bepalingen, kunnen de toelagen, na advies van de Gewestelijke raad van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, verminderd of opgeschort worden op de door de Regering vastgestelde wijze.

**Art. 32.** De erkende dienst voor geestelijke gezondheidszorg maakt een jaarlijks activiteitenverslag op, waarvan het model door de Regering wordt vastgesteld en waarbij kan worden nagegaan of de bepalingen van dit decreet en de in uitvoering van dit decreet genomen bepalingen nageleefd worden. Dat verslag wordt uiterlijk 30 april van het volgende jaar toegestuurd.

#### HOOFDSTUK IX. — Gewestelijke raad van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg

**Art. 33.** Er wordt een Gewestelijke raad van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg opgericht, hierna "de Raad" genoemd en samengesteld uit :

- 1° een voorzitter benoemd op grond van zijn bevoegdheid voor geestelijke gezondheidszorg;
- 2° vier vertegenwoordigers van de inrichtende macht van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg;
- 3° drie vertegenwoordigers van de psychiatrische beginselprogramma's van overleg;
- 4° twee vertegenwoordigers van de psychiatrische gencesheren van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg;
- 5° twee vertegenwoordigers van de psychiatrische ziekenhuisdiensten;
- 6° twee vertegenwoordigers van de personeelsleden van de sector;
- 7° een vertegenwoordiger van de huisartsen;
- 8° een vertegenwoordiger van de plaatselijke besturen;
- 9° twee vertegenwoordigers van de verenigingen.

De leden van de Raad worden door de Regering aangewezen uit een dubbeltal van twee kandidaten voorgedragen door elke vertegenwoordigde kring.

Hun mandaat loopt zes jaar.

De Minister tot wiens bevoegdheden de geestelijke gezondheidszorg behoort, benoemt twee vice-voorzitters onder de leden, alsook een secretaris en een adjunct-secretaris onder de personeelsleden van de diensten van de Regering.

Twee vertegenwoordigers van de Regering wonen van rechtswege de vergaderingen van de Raad met raadgevende stem bij.

**Art. 34.** De Regering bepaalt de werkingsregels van de Raad en de aan zijn leden uit te keren presentiegelden en vergoedingen.

De Raad maakt zijn huishoudelijk reglement op alvorens het ter goedkeuring aan de Regering voor te leggen.

**Art. 35.** Op verzoek van de Regering of op eigen initiatief brengt de Raad advies uit over :

- 1° de programmering van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg;
- 2° de aanvragen om erkenning en vernieuwing van erkenning van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg en de voorstellen tot intrekking van deze erkenning;
- 3° de afwijkingen van de minima bedoeld in de derde en vierde leden van artikel 13;
- 4° de voorstellen tot vermindering of opschorting van de aan een dienst voor geestelijke gezondheidszorg verleende toelagen;
- 5° de studie- of evaluatieprogramma's van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg waarbij nieuwe activiteiten kunnen worden ontwikkeld en adviezen gegeven over de programmering van die diensten;
- 6° de proefprojecten of innoverende projecten die de Regering subsidieert, overeenkomstig artikel 26, tweede lid;
- 7° de door de Regering bepaalde activiteiten inzake informatie en preventie;
- 8° de toepassing van dit decreet.

Op verzoek van de Regering moet de Raad zijn advies geven binnen twee maanden na het verzoek, behalve als de Regering een andere termijn heeft vastgesteld.

Na verloop van deze termijn wordt de formaliteit geacht te zijn vervuld.

#### HOOFDSTUK X. — Slot- en overgangsbepalingen

**Art. 36.** Het koninklijk besluit van 20 maart 1975 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 december 1978 en 27 februari 1980 en bij de besluiten van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 9 juni 1989 en 23 mei 1991, wordt opgeheven.

**Art. 37.** De dienst voor geestelijke gezondheidszorg die op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, krachtens het koninklijk besluit van 20 maart 1975 erkend wordt, moet een nieuwe aanvraag om erkenning indienen binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit decreet. Zoniet wordt de dienst niet meer erkend na de bovenvermelde periode van zes maanden.

In afwachting van een nieuwe beslissing beschikt de in het eerste lid bedoelde dienst voor geestelijke gezondheidszorg over een voorlopige erkenning.

**Art. 38.** De Regering mag de in de artikelen 23, 27, 28 en 29 bedoelde bedragen verhogen.

**Art. 39.** Dit decreet treedt in werking de eerste dag van de derde maand volgend op zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 4 april 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,  
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,  
J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST -- REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 96 - 1060

**4 APRIL 1996.** — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de inventaris van niet-bebouwde onroerende goederen waarop gebouwd kan worden volgens de geldende reglementaire bepalingen en van bebouwde onroerende goederen die bewoond noch uitgebaat worden

[C - 31151]

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedebouw, inzonderheid op het artikel 179, gewijzigd door de ordonnantie van 23 november 1993;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken en Vervoer,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** In de zin van artikel 179 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedebouw, dient men te verstaan onder :

1° "niet bebouwde onroerende goederen waarop gebouwd kan worden" : alle openbare of private kadastrale percelen die niet bebouwd zijn en waarop gebouwd kan worden met toepassing van de

### MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 96 - 1060

**4 AVRIL 1996.** — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'inventaire des immeubles non bâtis susceptibles de recevoir des constructions selon les dispositions réglementaires en vigueur et des immeubles bâtis qui ne sont ni habités ni exploités

[C - 31151]

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, notamment l'article 179, modifié par l'ordonnance du 23 novembre 1993;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics et du Transport,

Arrête :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens de l'article 179 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, il y a lieu d'entendre par :

1° "immeubles non bâtis susceptibles de recevoir des constructions" : toutes les parcelles cadastrales, publiques ou privées, non construites et qui sont constructibles en application des permis de lotir en vigueur